

UN 150^e ANNIVERSAIRE; L'ASSOCIATION DES ÉTABLISSEMENTS CANADIENS DES TOWNSHIPS (1848)

Marie-Paule Rajotte LaBrèque
Acton Vale

Dans l'histoire de la colonisation du Québec, on peut dire que 1848 est une année charnière au cours de laquelle l'intérêt se portera particulièrement sur les Cantons-de-l'Est, que l'on désigne encore sous le nom des "Townships". Cette période agitée est traversée par de sérieuses mutations politiques, économiques et sociales, et l'on perçoit la fin d'un certain ordre des choses. Le gouverneur Elgin est en poste depuis un peu plus d'un an et il a reconnu le nouveau ministère formé par Robert Baldwin et Louis-Hyppolite LaFontaine. Le Parti réformiste au pouvoir recrute ses appuis dans les deux Canadas et on y retrouve d'anciens patriotes comme Augustin-Norbert Morin et George-Étienne Cartier.

La montée de l'influence religieuse se dessine; le recrutement du clergé augmente et Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal, favorise de grands mouvements de piété¹. Inévitablement, le rôle politique de l'Église s'accroît, teinté parfois de nationalisme. Les grands problèmes sont repris et débattus dans de nombreux journaux d'allégeances diverses, et la presse catholique prend sa place.

Cependant le pays est en proie à une crise profonde à tous les niveaux; le commerce et l'agriculture stagnent, et les gens des campagnes se dirigent vers la ville ou tendent à émigrer aux États-Unis en grand nombre, phénomène déjà bien établi depuis longtemps. Le chômage sévit et on redoute de nouvelles épidémies comme celle de 1847 apportée par les pauvres Irlandais. Ces calamités se répercutent sur la démographie; on enregistre même une baisse de la nuptialité². Les pouvoirs civils et religieux cherchent des solutions, et on croira en trouver une dans la conquête du sol par la colonisation de nouveaux territoires, les "Townships" en particulier, futurs Cantons-de-l'Est.

Pour les Canadiens français, il s'agit d'un revirement important, puisque ce coin de pays leur est toujours apparu comme hostile. L'enquête commandée par la Chambre d'assemblée en 1822 sur la

colonisation avait bien révélé une méfiance viscérale envers la tenure soccagère ainsi que l'inquiétude sur le sort de la langue et de la religion³. Les députés canadiens réclamaient l'extension de la tenure seigneuriale « dans les terres incultes de la Couronne ». L'octroi d'une charte à la *British American Land Company* en 1832 afin d'attirer des colons britanniques dans les cantons provoqua une vive opposition, qui s'exprima par la suite dans les 92 résolutions de 1834⁴. Lord Durham s'employa lui aussi à étudier la colonisation de ces terres et il pointera les erreurs du système, la spéculation et les concessions abusives⁵.

Malgré ces perceptions négatives, la situation a changé et les Cantons-de-l'Est connaissent certains éléments d'organisation civile et religieuse. En 1829, six comtés sont délimités à partir de l'ancien Buckinghamshire, les premiers bureaux d'enregistrement ouvrent en 1830⁶ et le district judiciaire devient Cour du Banc du roi trois ans plus tard⁷. Par une ordonnance de 1839, le Conseil spécial permettait même aux simples missions d'acquérir des biens pour des fins religieuses et éducatives en dehors des anciennes paroisses⁸; quelques noyaux catholiques encore précaires se formaient à Drummondville, Sherbrooke et dans les Bois-Francis.

Devant l'échec de l'immigration en provenance des îles Britanniques, le jeune Alexander T. Galt, nommé commissaire de la Compagnie des terres en 1844, imprimait un changement complet d'orientation à cette entreprise en se tournant vers les Canadiens français avec des offres de terres⁹. Autre promesse de progrès, après avoir atteint Saint-Hyacinthe en 1848, on s'affairait à compléter le tracé du chemin de fer pour relier Montréal à Portland (Maine) tout en traversant les cantons¹⁰. C'était le commencement d'une ère nouvelle et, là aussi, perçait l'influence de Galt.

C'est à ce moment que se manifeste l'abbé Bernard O'Reilley, missionnaire à Sherbrooke¹¹; à partir du mois d'octobre 1847, il adresse aux journaux une série de lettres qui démontrent les effets déplorables de l'émigration des Canadiens vers les États-Unis. Comme solution, il propose la colonisation des terres vacantes des cantons; de plus, il préconise la fondation d'une « association qui présiderait à l'émigration des familles canadiennes, qui obtiendrait pour elles les terres les plus avantageuses »¹². Comme on l'a déjà suggéré ailleurs, cette idée n'aurait-elle pas été suscitée par son concitoyen Alexander T. Galt qui, lui-même, cherchait à vendre les terres de sa compagnie¹³?

L'abbé O'Reilly sait retenir l'attention des lecteurs et le groupe de l'Institut Canadien, fondé à Montréal en 1844, décide d'appuyer sa campagne dès le mois de mars 1848¹⁴. Il s'agissait d'un cercle à

vocation culturelle d'abord, mais de tendance nettement libérale et qui vouait une grande admiration à Louis-Joseph Papineau, rentré de son exil en France. Les journaux accueillent favorablement leur initiative et l'on répète de plus en plus le mot d'ordre, « Emparons-nous du sol », qui soulève l'enthousiasme¹⁵. Les choses seront menées rondement : on organise une grande assemblée publique pour fins d'information et l'élection du comité provisoire le 5 avril suivant au Marché Bonsecours. Ce fut un triomphe; les journaux rapportent qu'une foule estimée à 8 000 personnes avait suivi les discours, voté pour les officiers et approuvé les projets de colonisation de la nouvelle Association des Établissements Canadiens des Townships. Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal, en acceptait la présidence, et l'on portait Papineau, grand tribun et anticlérical reconnu, à la vice-présidence.

Afin de recevoir l'appui du gouvernement, le comité présenta un mémoire à Lord Elgin, au château de Ramezay, le 19 avril 1848¹⁶. On y exposait les buts de l'Association et on ciblait certains territoires pour une action immédiate, en particulier dans les comtés de Sherbrooke, Mégantic, Drummond et Shefford. D'autant plus que la *British American Land Company* était toute disposée à offrir des conditions avantageuses.

Mais comment les promoteurs entendaient-ils financer de si vastes entreprises? Au départ, l'Association de la propagation de la foi fournissait le modèle des centuries et décuries pour recueillir les cinq sous par mois auprès de chaque membre¹⁷. On sollicitera les dons du côté de personnes généreuses comme Lord Elgin, qui souscrit £20 et Mgr Bourget qui offre £1.5¹⁸. Mais une somme considérable pour l'époque, soit £20 000, proviendra du gouvernement britannique en règlement inespéré des frais engagés par le Canada-Uni pendant la grande épidémie de typhus de 1847, et cela, grâce aux interventions du gouverneur¹⁹.

Cependant, un moment décisif approche; le 10 juillet 1848, une deuxième assemblée a été convoquée afin de compléter les élections du bureau de direction. Déception : seulement 250 personnes s'y présentent et les souscriptions sont au point mort. Un nouveau venu vient contester l'élection à la vice-présidence, c'est George-Étienne Cartier qui s'oppose à Papineau, une manipulation politique évidente²⁰. La manœuvre échoue, mais l'Association est discréditée et ses jours sont comptés quand Mgr Bourget abandonne la présidence en septembre²¹. L'arrivée de Papineau au sein du comité devait lui fournir une tribune politique grâce à ses amis de l'Institut Canadien, mais cette tactique avait ruiné leur beau dessein.

Toutefois, en quittant l'Association des Établissements Canadiens

des Townships, Mgr Bourget ne renonce pas à certains engagements pris avec la *British American Land Company*. Comme il le mentionne dans un mandement, l'Association de la Propagation de la Foi « devrait acquitter une partie des fonds qu'elle prélève aux fins des Établissements des Townships »²². Et c'est au petit village de Roxton Falls (d'abord connu sous le nom de Metcalfe), dans le comté de Shefford, qu'on lancera le mouvement²³. Dès l'été de 1848, les colons arrivaient dans ce « nouvel établissement », qui sera inauguré solennellement le 17 janvier 1849 en présence du délégué de l'évêque de Montréal. Les certificats de donation des lots pour l'église et le presbytère ainsi que la ferme du curé seront remis à Mgr Prince par nul autre que le commissaire de la Compagnie des terres, Alexander T. Galt²⁴. Au mois de septembre suivant, la colonie comptait 330 habitants et la Propagation de la foi y avait investi £200 pour la chapelle-école²⁵.

On assistait enfin à une première entreprise de colonisation concertée, avec des chefs et un plan précis²⁶. D'autres associations de colonisation s'étaient formées en même temps, comme à Québec et dans Bellechasse, et l'Association de Montréal renaîtra de ses cendres en 1850 sous le patronage exclusif des évêques. Le réveil définitif fut sonné en 1851 par la publication du fameux mémoire des douze missionnaires des Cantons-de-l'Est, *Le Canadien émigrant*, un réquisitoire accablant sur le sort des colons "canadiens" abandonnés à eux-mêmes et victimes du marasme général²⁷. Ce document, intégré aux rapports du comité de l'Assemblée législative sur la colonisation, allait influencer profondément les politiques futures²⁸. L'oeuvre des prêtres colonisateurs se continuera pendant un siècle dans toute la province et pas seulement en faveur des Cantons-de-l'Est; rappelons la présence du curé Hébert au lac Saint-Jean, du curé Antoine Labelle dans les Laurentides, l'ouverture du Témiscamingue et de l'Abitibi. Surtout, les pouvoirs publics assumaient maintenant leur part de responsabilité dans la mise en valeur du territoire en vue de répondre aux besoins de la population. La colonisation était devenue une oeuvre nationale.

Ce n'est pas un mince bilan pour un mouvement dont les débuts révélaient une grande ambiguïté, mais les suites démontrent qu'il est apparu à un moment où il répondait à un besoin profond. Malgré ses lacunes évidentes et sa durée éphémère, l'Association des Établissements Canadiens des Townships de 1848 a déclenché une prise de conscience collective et a contribué au développement de toute la province de Québec.

ABSTRACT

The year 1848 was a significant one for the colonization movement in Lower Canada. The difficult economic situation had led to large-scale emigration into the United States and both political and religious leaders were looking for solutions. At that precise moment, Father Bernard O'Reilly, Catholic missionary at Sherbrooke, exposed the sad condition of Eastern Townships colonists in newspaper articles and speeches and called for some sort of association to organize the settlement of the Townships as an alternative to emigration. His plea was taken up by l'Institut Canadien de Montréal, an avant-garde group of young men, and the Association des Établissements Canadiens des Townships was launched in April 1848 at a huge meeting of 8,000 sympathizers. Bishop Bourget of Montreal and Louis-Joseph Papineau were chosen as president and vice-president, respectively. Action was to be taken in the Townships counties. Partisan politics and public disaffection soon led to the movement's disintegration, but Bishop Bourget had time to start a colony at Roxton Falls in Shefford County. Other similar associations undertook various projects and colonization missionaries remained active for almost a century. Subsequently, the government could no longer avoid its responsibilities. Although its existence was brief and shaky, "l'Association des Townships" did bring to the forefront the problems of settling vacant lands and stemming the loss of our population to the United States. It showed the way to future developments for the whole province.

NOTES

- 1 L. ROUSSEAU, « Crise et réveil religieux dans le Québec du XIX^e siècle », dans *Interface*, vol. 11, n° 1, janv.-févr. 1990, p. 24-31.
J. MONET, *La première révolution tranquille*, (trad.) Montréal, Fides, 1981, p. 164.
- 2 F. OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850*, Montréal, Fides, 1966, p. 468.
- 3 I. IVANHOE, « La colonisation de la Province de Québec (1821) », dans *Annuaire statistique, 9^e année*, Québec, Province de Québec, Bureau des statistiques, 1922, p. 366.
- 4 G. PARENT, *Deux efforts de colonisation française dans les cantons de l'Est, 1848 et 1851*, Sherbrooke, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1980, p. 13-14.
- 5 J.G.L. DURHAM, *Le Rapport Durham, Document*, traduit et présenté par Denis Bertrand et Albert Desbiens, Montréal, Édition de l'Hexagone, coll. Typo, 1990, p. 190 ss.

- 6 E. KOLISH, *Nationalismes et conflits de droit : le débat du droit privé au Québec. 1760–1840*, Montréal, HMH, 1994, p. 135.
- 7 J. GAGNON, *Petite histoire politique des Cantons de l'Est*, Sherbrooke, Collège de Sherbrooke, 1983, p. 5.
- 8 S. PAGNUELO, *Études historiques et légales sur la liberté religieuse en Canada*, Montréal, C.O. Beauchemin & Valois, 1872, p. 176–77.
- 9 O.D. SKELTON, *The Life and Times of Sir Alexander Tilloch Galt*, Toronto, Oxford University Press, 1920, p. 44–50.
- 10 Skelton, *op.cit.*, p. 71.
- 11 Originaire d'Irlande, étudié à Québec, ordonné à Nicolet; missionnaire à Sherbrooke, 1846–1848 : Allaire, Abbé J.B.A., *Dictionnaire biographique du clergé canadien-français, les Anciens*, Montréal, s. éd., 1910, p. 404–405.
- 12 L. POULIOT, *Monseigneur Bourget et son temps*, tome III, *L'évêque de Montréal. Deuxième partie : la marche en avant du diocèse*, Montréal, Bellarmin, 1972, p. 41.
- 13 J.I. COOPER, « George-Étienne Cartier in the Period of the 'Forties », dans Canadian Historical Association, *Report*, 1938, p. 77.
- 14 La séquence des événements est très bien exposée dans L. POULIOT, *op. cit*, chap. III, « Du typhus à la colonisation », p. 39–55, et G. PARENT, *op. cit*, p. 32–82.
- 15 L. POULIOT, p. 35–36.
- 16 G. PARENT, *op. cit.*, p. 47. Ce mémoire aurait été rédigé par Papineau lui-même : L. POULIOT, *op. cit.*, p. 48.
- 17 G. PARENT, *op. cit.*, p. 34.
- 18 G. PARENT, *op. cit.*, p. 73.
- 19 L. POULIOT, *op. cit.*, p. 50–51.
- 20 J.I. COOPER, *op. cit.*, p. 76.
- 21 G. PARENT, *op. cit.*, p. 68.
- 22 G. PARENT, *op. cit.*, p. 76, citation du texte de Mgr Bourget.
- 23 G. PARENT, *op. cit.*, p. 93.
- 24 Montréal, Association de la Propagation de la Foi, *Rapport, 1849*, « Rapport sur les missions des townships de l'est », p. 35–38.
- 25 Idem, *Rapport, 1850*, lettre de M. Leblond, ptre, missionnaire, sept. 1849, p. 9.
- 26 J.I. LITTLE, *Nationalism, Capitalism and Colonization in Nineteenth Century Quebec: The Upper Saint Francis District*, McGill-Queen's, 1989, ch. 4, « La Reconquête: The Church, the State and the Colonization Roads Project of 1848 », p. 80–100. Intéressante analyse du mouvement de colonisation dans les Cantons-de-l'Est.

- 27 « Douze missionnaires des townships de l'Est », *Le Canadien Émigrant, Ou pourquoi le Canadien-Français quitte-t-il le Bas-Canada*, Québec, s. éd., Impr. Côté, 1851, 46 p.
- 28 G. PARENT, op. cit., p. 107–108.

